

REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DES PARTENAIRES

Préambule

La loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019, complétée par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, a prévu la création d'un Comité des Partenaires. Les règles relatives à la composition et aux attributions de ce Comité sont codifiées à l'article L. 1231-5 du Code des Transports.

L'objectif de la création du Comité des Partenaires est de garantir un dialogue permanent entre l'Autorité Organisatrice de Mobilité (AOM), les habitants, les usagers et le tissu économique, qui financent en partie les offres de mobilité du territoire.

En qualité d'AOM sur son ressort territorial, la Communauté de communes de la Haute Somme doit mettre en place un Comité des Partenaires.

L'objet du présent règlement intérieur est de définir, en application de l'article L. 1231-5 du Code des Transports, la composition et les modalités de fonctionnement du Comité des Partenaires, institué par délibération du conseil communautaire en date du 24 novembre 2022.

Article 1-La composition du Comité des Partenaires

Présidée par le Président de la Communauté de Communes de la Haute Somme ou son représentant, le Comité des Partenaires est composé de représentants d'élus communautaires, de représentants des employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés, de représentants d'associations représentatives d'usagers ou d'habitants et de représentants d'usagers, d'habitants tirés au sort, de représentant de partenaires institutionnels, de représentant d'opérateur de transport et de représentants d'autres partenaires.

Le Comité des Partenaires est composé de 23 membres, répartis en 5 collèges :

Collège n°1 : Des représentants d'élus de la Communauté de Communes de la Haute Somme :

- le Président ou son représentant
- des élu(e)s communautaires dans la limite de 6

Collège n°2 : des représentants des employeurs dans la limite de 7

Collège n°3 : des représentants d'associations d'usagers dans la limite de 4

Collège n°4 : des habitants tirés au sort dans la limite de 3

Collège n°5 : des représentants de partenaires institutionnels (Etat, Région, Département, autres)

Chaque employeur, association ou partenaire institutionnel ne pourra désigner qu'un représentant.

En tant que de besoin, d'autres acteurs de la mobilité peuvent être invités : ADEME, CEREMA, CREM, Hauts-de-France Mobilités (HDFM), associations d'usagers des services régionaux intervenant localement, etc.

Ces invités participent à la réunion sans prendre part aux votes.

La présidence du Comité des Partenaires est confiée au Président de la Communauté de communes de la Haute Somme ou son représentant.

Les représentants siégeant au Comité des Partenaires sont désignés, par arrêtés du Président de la Communauté de communes de la Haute Somme.

Toute modification relative à la composition du Comité des Partenaires relève du conseil communautaire.

En l'absence de candidat représentant un ou plusieurs collèges, le comité des partenaires pourra valablement se réunir.

Les collèges pourront être complétés ultérieurement dans la limite du nombre de représentants prévu au présent règlement intérieur.

Article 2 : Durée du mandat

Les membres du Comité des Partenaires sont nommés pour la durée du mandat du conseil communautaire y compris lorsque la nomination intervient en cours de mandat.

Toute démission d'un membre ou remplacement d'un représentant doit faire l'objet d'un courrier en informant le président.

Article 3 -Attributions

Les Autorités Organisatrices de Mobilité consultent le Comité des Partenaires avant toute évolution substantielle de l'offre de mobilité, de la politique tarifaire ainsi que sur la qualité des services et l'information des usagers mise en place.

Le Comité des Partenaires doit également être consulté avant toute instauration ou évolution du taux du versement destiné au financement des services de mobilité et avant l'adoption du document de planification de leur politique de mobilité.

Le Comité des Partenaires peut être consulté sur tout autre sujet en lien avec la mobilité.

Le Comité des Partenaires formule des avis préalables simples sur les sujets qui lui sont transmis. Ces avis ne sont pas contraignants pour l'Autorité Organisatrice de Mobilité.

Article 4 –Périodicité des séances

Le Comité des Partenaires se réunit au moins une fois par an.

Il peut, en outre, être réuni par son Président ou son représentant chaque fois que celui-ci le juge utile.

Article 5 –Convocations du Comité des Partenaires

Toute convocation est faite par le Président ou son représentant.

Elle est adressée par courriel ou envoi postal (pour les personnes qui en feraient la demande), au moins cinq jours francs avant la date de la réunion, à chacun des membres désignés représentés.

La convocation indique l'ordre du jour.

En fonction de l'ordre du jour, le Président ou son représentant peut convier des personnes non membre du comité, dont il estime la présence utile aux débats. Ces invités participent à la réunion sans prendre part aux votes.

Article 6 – Organisation des réunions

Les réunions feront l'objet d'un compte-rendu adressé à l'ensemble des membres du Comité des Partenaires.

Afin de rendre son avis, le Comité des Partenaires délibère valablement sans condition de quorum.

Si le contexte le nécessite, ou si le Président ou son représentant le décide, la réunion du Comité des Partenaires peut se tenir de manière dématérialisée par visioconférence ou téléconférence en veillant à assurer une accessibilité de l'instance aux personnes en situation de handicap.

Article 7 – Adoption des avis

Lorsqu'il est requis, l'avis du Comité des Partenaires doit être rendu préalablement à toute délibération du conseil communautaire pour les cas visés à l'article L.1231.5 du code des transports et exposés ci-avant.

Cet avis sera rendu à la majorité des membres présents ou représentés.

Sur décision du Président ou son représentant, il pourra être procédé au recueil individuel des avis de ses membres. Ces avis figurent au compte rendu de la réunion.

Pour tous les votes d'avis, le vote est exprimé à main levée. En cas de partage des voix, la voix du Président ou son représentant est prépondérante.

Article 8 -La participation aux travaux du comité

La participation aux travaux et réunions du Comité des Partenaires se fait à titre bénévole.

Article 9 -Police du comité

Le Président ou son représentant est garant du règlement intérieur et de la bonne conduite des débats.

Les séances ne sont pas publiques. Les interventions en cours de débats ne peuvent porter que sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

Deux jours francs avant la date d'une réunion, un membre peut solliciter le Président ou son représentant pour inscrire un sujet à l'ordre du jour.

En cas de nécessité, le Président ou son représentant peut suspendre ou ajourner la réunion.